Appel

pour le développement de l'industrie nucléaire

A plusieurs reprises, en quelques jours, François Mitterrand vient de se prononcer pour l'arrêt du programme nucléaire national. Nous ne pouvons rester silencieux devant une prise de position d'une telle gravité, car elle porte atteinte à l'emploi, compromet l'approvisionnement énergétique du pays et met en cause l'industrie nucléaire nationale elle-même.

En effet, la position adoptée par François Mitterrand revient tout d'abord à supprimer des centaines de milliers d'emplois sur les chantiers, dans les entreprises de la construction électromécanique, dans l'exploitation des centrales. Pour justifier une position aussi insoutenable, François Mitterrand recourt à des arguments qui manquent totalement de sérieux. Ainsi prétend-il que la construction des centrales nucléaires est peu créatrice d'emplois. C'est absolument faux. Par exemple, une centrale comme celle de Plogoff représente 2.500 emplois pendant dix ans pour sa construction, un millier d'emplois permanents pour son fonctionnement et sa maintenance, ainsi que des milliers d'emplois induits dans l'ensemble de la région.

Ensuite, il convient de souligner que cette prise de position de François Mitterrand ne menace pas seulement les emplois directement concernés. En privant le pays des ressources qui sont nécessaires à son développement, c'est la croissance qui est compromise, c'est l'emploi en général qui est menacé. Les conséquences sur l'économie nationale en seraient incalculables. Et là encore, François Mitterrand avance des justifications qu'aucun énergéticien sérieux, qu'aucune personne un tant soit peu avertie ne saurait reprendre à son compte. Choisissant une progression annuelle de la consommation énergétique nationale limitée à 2 % — soit moins que Giscard d'Estaing lui-même —, il s'interdit par là même toute politique de croissance significative et il s'oriente délibérément vers l'austérité et l'affaiblissement des bases économiques de la France.

Enfin, une telle démarche porte un coup très dur à l'indépendance nationale. Outre qu'il met en cause le potentiel énergétique du pays, François Mitterrand refuse d'affranchir totalement l'industrie nucléaire française de la domination du trust américain Westinghouse, il s'oppose à la construction de surrégénérateurs français alors que nous disposons d'une avance technologique importante dans ce domaine, il avalise les orientations de la politique énergétique européenne profondément contraires à l'intérêt national. Que les atouts de la France soient abandonnés de façon aussi systématique, cela nous indigne ; nous ne pouvons l'admettre.

Nous sommes parfaitement conscients de l'attention qu'il faut porter aux problèmes de sécurité nucléaire. Ils impliquent des moyens importants, une bonne information, une extension de la démocratie, autant d'objectifs pour lesquels il faut lutter. Mais cela ne justifie en rien le renoncement à l'industrie nucléaire. Car force est de constater que, fait sans précédent dans l'histoire du développement industriel, l'électronucléaire n'a pas fait un seul mort depuis ses origines, ce qui prouve bien l'efficacité des luttes qui ont été menées pour imposer que les avancées scientifiques soient mises au service de la sécurité. Dans le même esprit, François Mitterrand serait-il partisan de la disparition des activités de la métallurgie, de la chimie, du bâtiment, des mines, de la pêche sous prétexte que de nombreux accidents graves sont régulièrement enregistrés dans ces industries ?

Cette invocation de la sécurité par François Mitter-

rand est d'autant moins acceptable qu'il approuve la fabrication de la bombe à neutrons et qu'il encourage l'installation de centaines de missiles nucléaires américains à nos frontières. Mais, en réalité, ses positions sur le nucléaire civil et sur le nucléaire militaire ne sont contradictoires qu'en apparence : leur trait commun c'est de placer étroitement la France dans l'orbite américaine.

On le constate, quand nous parlons d'une extrême gravité, nous n'exagérons en rien. Les prises de position de François Mitterrand reviennent, finalement, à priver le pays d'un moyen indispensable pour faire reculer le chômage ; elles préparent un avenir d'austérité, de stagnation économique et d'abaissement national.

Bien que nous n'ayons aucun goût pour la polémique que nous préférerions éviter dans un tel moment, nous considérons de notre devoir d'exprimer notre émotion et notre protestation devant une attitude qu'aucun prétexte électoraliste ne saurait excuser venant d'un homme qui revendique les fonctions officielles les plus élevées. Nous considérons de notre devoir d'assumer ainsi toutes nos responsabilités sur un sujet aussi essentiel et dans une circonstance aussi importante.

Nous le faisons parce que nous voulons le changement, **parce que nous entendons** tout faire pour écarter **les obstacles, éviter les ornières,** rassembler les forces **autour des solutions et des moyens d'une** politique nouvelle.

Cela exige la clarté, le courage, l'esprit de responsabilité dans ce domaine du nucléaire comme dans les autres. Nous constatons qu'un seul candidat a adopté une telle attitude en préconisant le développement d'un programme nucléaire civil sérieux dans le cadre d'un recours diversifié à toutes les sources d'énergie : Georges Marchais.

Voilà pourquoi nous appelons tous ceux qui veulent défendre leur emploi ; tous ceux qui veulent une France forte et active dans le monde ; tous ceux qui veulent prendre le parti de la science et de la démocratie à se retrouver dans le vote Georges Marchais, le 26 avril.

Nous nous donnerons ainsi la garantie, le moyen, la force de mener le combat pour le changement jusqu'au bout, jusqu'au succès.

Claude Aufort,
Ingénieur Novatome.
Gilles Cohen-Tanoudji,
Physicien CEA.
Pierre-Yves Cuche,
Chef d'aménagement adjoint EDF au Tricastin.
Bernard Deschamps,
Député.
Bernard Di Crescenzo,
Ingénieur spécialiste du nucléaire.
Jean-Charles Dubart,
Ingénieur chargé de recherche au CERCHAR.
François Dutheil,
Syndicaliste dans l'industrie électrique.
Yves Guezenec,
Ingénieur département sûreté nucléaire CEA.
René Le Guen,
Ingénieur responsable syndical cadres.
Serge Le Lay,
Syndicaliste dans l'industrie de l'électronucléaire.
Anicet Le Pors,
Ingénieur-économiste, sénateur.
Pierre-Louis Marger,
Ingénieur dans la construction électromécanique.
Jean Moreau,
Ingénieur département réacteur rapide CEA.
Roby Pechanski,
Physicien CEA.
André Sainjon,
Syndicaliste dans l'industrie de la métallurgie.
Henri Sureau,
Chef de division équipement EDF.